ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2024

.

• • • • • • •

.

• • • • • • • • • •

••••

.

.

.

.

Mardi 11 juin 2024

.

• • • • • •

.

0 0 0 ~

7 0 0 0 0 0



OUVERTURE DE SÉANCE

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • • • •

.

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • • •

.

••••••

•••••

• • • • • • • • • • • • • • • • • • •

LAURENT PIETRASZEWSKI

Président du Conseil d'administration

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • •

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

,

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

.



• • •

.



COMITÉ EXÉCUTIF



DIRECTEUR GÉNÉRAL Philippe PALAZZI



M&A Esther BITTON



RH Estelle CHERRUAU



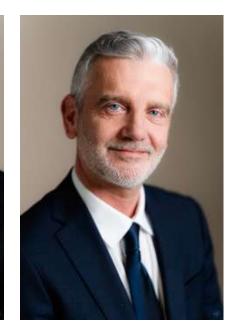
FINANCE Angélique CRISTOFARI



CASINO FRANCE Magali DAUBINET-SALEN



ACHATS Hervé DAUDIN



FRANPRIX Vincent DOUMERC



STRATÉGIE

Alfred HAWAWINI



CDISCOUNT & CNOVA

Thomas METIVIER



COMM, RSE & AFFAIRES **PUBLIQUES** Christophe

Guillaume PIEDNOEL SENECLAUZE

MONOPRIX &

NATURALIA



IMMOBILIER

Stéphanie ZOLESIO



SOMMAIRE









RÉSULTATS FINANCIERS

RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE

PLAN DE TRANSFORMATION DU NOUVEAU GROUPE CASINO

GOUVERNANCE









RÉMUNÉRATIONS

PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS

RAPPORT
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES

VOTE DES RÉSOLUTIONS





NOUVEAU PÉRIMÈTRE

RECENTRÉ SUR LA FRANCE & LES FORMATS DE PROXIMITÉ



MARQUES DE PROXIMITÉ

Casino

franprix **ŏ**

MONOPRIX

Cdiscount

Autres

Assaí

Grupo Éxito

GPA

Hypermarchés & Supermarchés Casino



ACTIVITÉ 2023

CROISSANCE COMPARABLE DE +1,8% DES MARQUES DE PROXIMITÉ



MONOPRIX

franprix •

SPAR (Casino Viva

Cdiscount

4,3 Mds€ +1,8% en comparable

1,5 Md€ +3,2% en comparable

1,5 Md€ +1,1% en comparable **1,2** Md€
-23% en comparable

- Dynamisme de Monop et alimentaire de Monoprix
- Retour à la croissance de Naturalia
- Accélération des ouvertures en franchise
- Développement à l'international

- Bonne dynamique du trafic clients
- Croissance de +18% du e-commerce
- Poursuite de la stratégie d'expansion en franchise
- Poursuite de l'expansion du parc en franchise
- Transfert de 93 magasins d'intégrés en franchises
- Réduction assumée des ventes directes non rentables
- Développement des services
- Marketplace
- Advertising
- Services B2C
- Activités B2B

Marques de Proximité +158%

en comparable

-3,7% en comparable



CHIFFRES CLÉS 2023

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

Mds€

en 2023 -**3,7% en comparable**

CASMO

EBITDA AJUSTÉ

765 _{M€}

Marge de 8,5%

978 M€ en 2022 (marge de 10,4%)

EBITDA ajusté Groupe de 765 M€ (-22%)

- Marques de proximité :
- Monoprix (-8%) : marge de 10,6%
- Franprix (-16%) : marge de 10,2%
- Casino (-54%) : marge de 4,9%
- Cdiscount: progression de +51% de l'EBITDA sous l'effet de la transition vers un modèle plus rentable et du plan d'efficience

AMORTISSEMENTS

-640 _{M€}

-662 M€ en 2022

ROC

124 _{M€}

Marge de 1,4% 316 M€ en 2022 (marge de 3,4%)

ROC Groupe de 124 M€ (-61%), après déduction des amortissements de 640 M€



RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ 2023

ROC

124 M€

316 M€ en 2022

APCO

-1,2 Md€

86 M€ en 2022

RESULTATS FINANCIER

-414 M€ en 2022

IMPÔTS

-768 M€ -778 M€

-188 M€ en 2022

Autres produits et charges opérationnels (APCO) de

-1,2 Md€ incluant des de -0,9 Md€

Résultat financier de -768 M€ lié à l'augmentation du coût de l'endettement pertes de valeur d'actifs financier net de -582 M€

Résultat net des activités poursuivies

-2,58 Mds€

Résultat net des activités abandonnées

-4,55 Mds€

Résultat net des activités abandonnées lié aux pertes opérationnelles des HM/SM et à la dépréciation de goodwill sur GPA, Éxito et HM/SM



Résultat net de l'ensemble consolidé





CHIFFRES CLÉS DU T1 2024

CHIFFRE D'AFFAIRES

2,1 Mds€ **-3,8**% en comparable EBITDA AJUSTÉ

106 _{M€} marge de **5,1**%

CASH-FLOW LIBRE

-327 M€ vs **-226** M€ au T1 2023

-3,8% en comparable, dont:

- +0,1% pour les marques de proximité avec une base de comparaison élevée au T1 2023
- -21% pour Cdiscount, en lien avec la réduction assumée des ventes directes

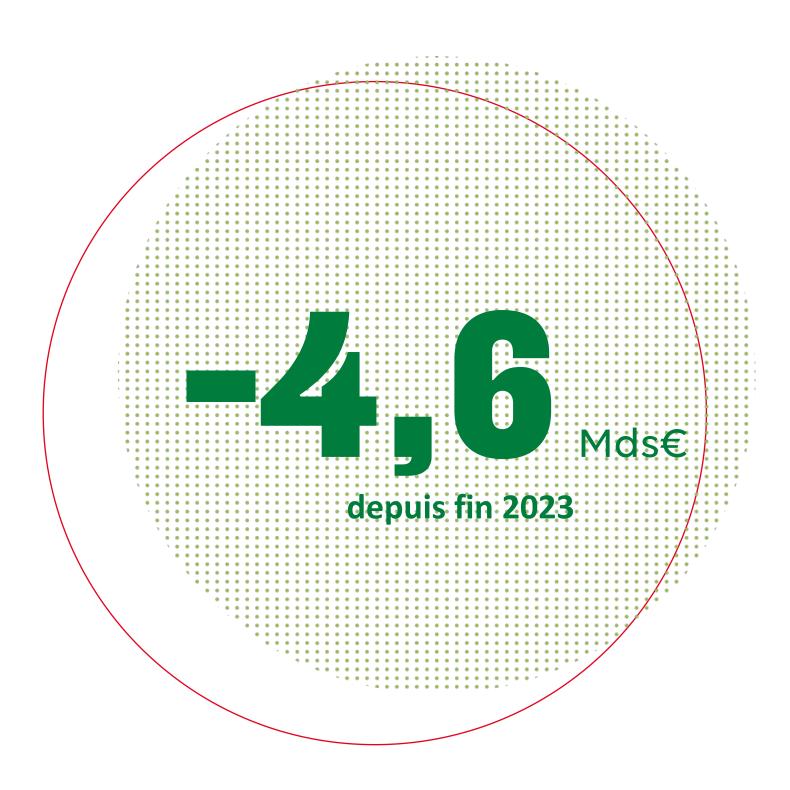
EBITDA ajusté en recul de -39 M€ vs T1 2023, impacté par des éléments de dettes sociales et non récurrents à hauteur de 22 M€

Cash-flow libre de -327 M€ après paiement de 153 M€ fiscales placées sous moratoire en 2023





RÉDUCTION DE LA DETTE FINANCIÈRE



La restructuration financière a permis de réduire la dette de 6,2 Mds€ à fin 2023 à 1,6 Md€ au 31 mars 2024

(En M€)	31/03/24	31/12/23	Variation
Emprunts et dettes financières	3 247	7 232	-3 985
Obligations EMTN / HY CGP	-	2 168	-2 168
RCF Monoprix réinstallé / RCF Casino Finance	711	2 051	-1 340
Term Loan réinstallé / Term Loan B	1 410	1 425	-15
Obligations HY Quatrim	491	553	-62
Lignes confirmées Monoprix	159	170	-11
PGE Cdiscount	60	60	-
Autres	416	805	-484
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1 654	-1 051	-602
Dette financière nette	1 593	6 181	-4 587



TROIS VOLETS FINANCIERS DU PLAN DE TRANSFORMATION

FINALISÉ

EN COURS DE DÉPLOIEMENT

RESTRUCTURATION FINANCIERE

CESSION DES HM/SM

PROJET DE REORGANISATION

- Augmentation de capital de 1,2 Md€
- Conversion en capital de la majeure partie de la dette sécurisée et non sécurisée :
 4,9 Mds€ d'échéances en principal
- Accords avec le Groupement les Mousquetaires, Auchan Retail France et Carrefour portant sur la cession d'un total de 394 HM/SM
- 31 HM/SM restants à vendre et 13 HM/SM Codim
- Projet de réorganisation et de redimensionnement des fonctions supports des sièges du groupe
- Restructuration du schéma logistique



RÉALISATION EFFECTIVE DE LA RESTRUCTURATION FINANCIÈRE

MISE EN ŒUVRE DES OPÉRATIONS

PRÉVUES PAR LE PLAN DE SAUVEGARDE ACCÉLÉRÉE LE 27 MARS 2024

 Augmentation de capital à hauteur de

1,2 Md€

 Conversion en capital de la majeure partie de la dette sécurisée et non sécurisée

4 9 Mds€

d'échéances en principal

OPÉRATIONS EN COURS SUR LE CAPITAL

DU 14 MAI AU 13 JUIN 2024

OPÉRATIONS DE REGROUPEMENT DES ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL **14 JUIN 2024** RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

14 MAI 2024

37,3 Mds

d'actions de **0,01€** de valeur nominale chacune

13 JUIN 2024

373_M

d'actions de **1,00€** de valeur nominale chacune

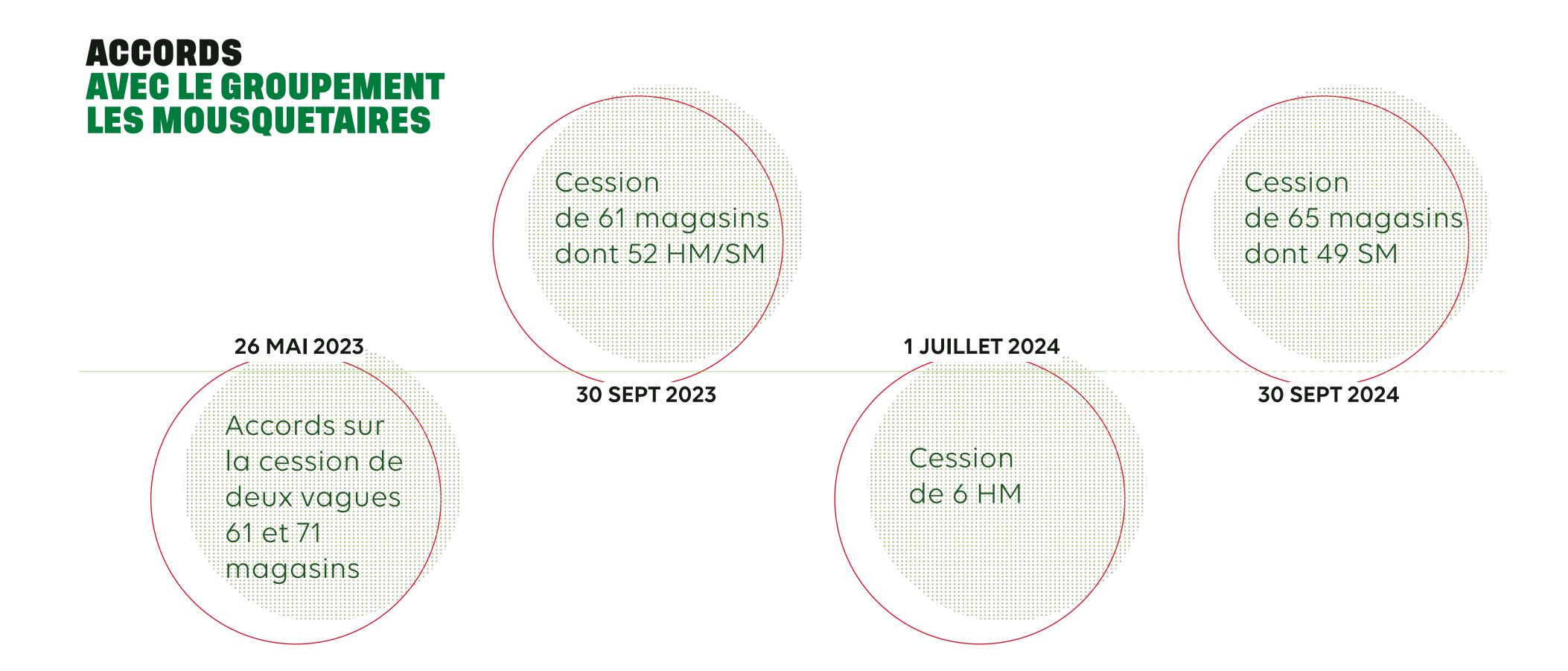
14 JUIN 2024

373

d'actions de **0,01€** de valeur nominale chacune

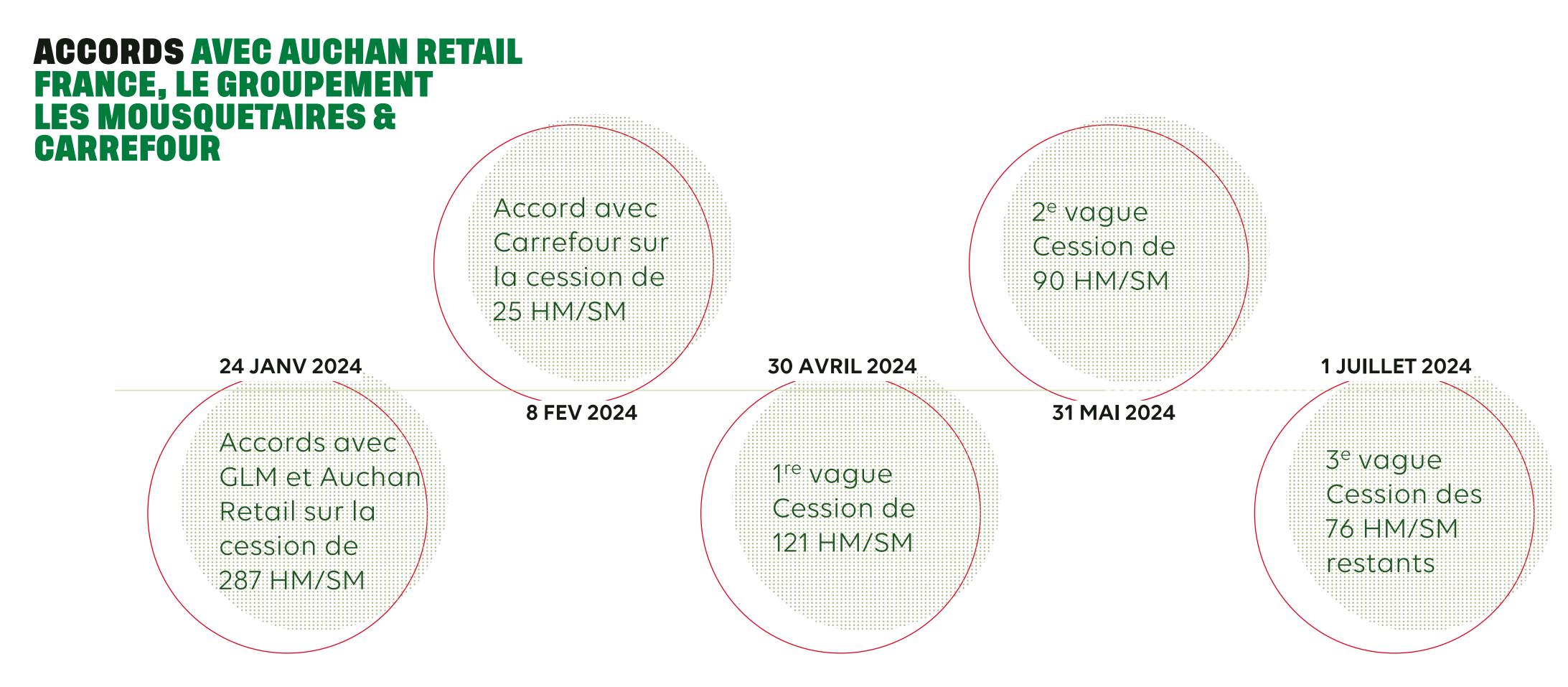


CESSION EN COURS DES HM/SM





CESSION EN COURS DES HM/SM



En dehors de ces accords, 31 HM/SM sont toujours en vente et 13 HM/SM Codim (Corse)



PROJET DE RÉORGANISATION

UNE ORGANISATION ADAPTÉE AU NOUVEAU PÉRIMÈTRE DU GROUPE CASINO

- Mise en commun des fonctions supports entre les marques
- Ré-internalisation de compétences
- Un projet de Plan de Sauvegarde de l'Emploi équilibré entre les différents sites
- Proposition d'un dispositif complet, responsable et personnalisé d'accompagnement des collaborateurs

ADAPTATION DU SCHÉMA LOGISTIQUE

Restructuration du schéma logistique de Casino France pour redimensionner le réseau et préserver la continuité des magasins de proximité



TROIS VOLETS FINANCIERS DU PLAN DE TRANSFORMATION

FINALISÉ

EN COURS DE DÉPLOIEMENT

RESTRUCTURATION FINANCIERE

CESSION DES HM/SM PROJET DE REORGANISATION

- Augmentation d
 de 1,2 Md€
- Conversion en comajeure partie o sécurisée et non

Compte tenu de l'ampleur du plan de transformation et du déploiement en cours de ces trois volets financiers, le Groupe n'envisage pas de communiquer de perspectives 2024 dans l'immédiat

ment rts des

chéma

Mds€ d'échéances en principal

• 31 HM/SM restants à vendre et 13 HM/SM Codim

logistique





UN GROUPE ENGAGÉ & RECONNU

POUR SA PERFORMANCE SOCIALE & ENVIRONNEMENTALE

COMMERCE RESPONSABLE

Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies et des Women's Empowerment Principles



WOMEN'S EMPOWERMENT PRINCIPLES

Labels **Diversité et Egalité** certifiés par l'Afnor





Objectifs climatiques validés par la Science Based Targets Initiative



PERFORMANCES ESG*
MAINTENUES EN 2023



73/100



67/100



4.1/5





^{*} CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE

UN EMPLOYEUR RESPONSABLE & ENGAGÉ

POUR LA DIVERSITÉ

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET PROMOTION DE LA DIVERSITÉ

- 1^{re} enseigne de distribution à avoir obtenu le Label Diversité et Égalité Professionnelle, auprès de l'AFNOR pour l'ensemble de ses enseignes
- Parmi les premiers signataires de la Charte LGBT+, engagement renouvelé en 2022







INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

- Engagé depuis 1995 en faveur de l'insertion des personnes en situation de handicap
- Mise en place d'accords signés avec les organisations syndicales, engagement sur des politiques, des actions et des objectifs à 2025

PÉRIMÈTRE FRANCE

HORS EFFECTIF MAGASINS CASINO SUPERMARCHÉS ET HYPERMARCHÉS

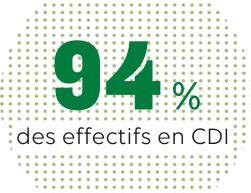














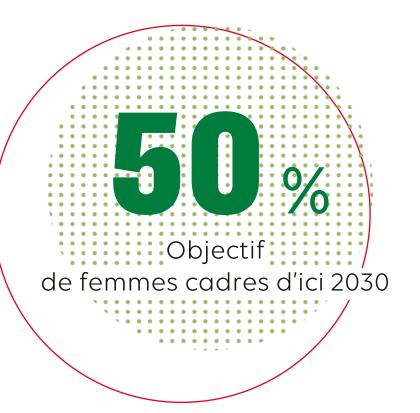
UN EMPLOYEUR RESPONSABLE & ENGAGÉ

POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE









ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

- Réseau de mixité groupe
 « Pluriel », 700 membres à ce jour
- Programme de formation en leadership « Si elles » ouvert à toutes les femmes du Groupe
- Lancement de « Fresques de l'équité » au sein de toutes les enseignes, une initiative pionnière dans le secteur

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

- Soutien d'ONU Femmes au travers de la campagne Orange Day (Produit partage et sensibilisation)
- Guide pour lutter contre les violences conjugales et intrafamiliales et promotion du numéro d'appel 3919



UN COMMERÇANT RESPONSABLE

AU TRAVERS DE SON OFFRE PRODUIT



- Plus de 2200 produits Bio à marque propre ; 80% de l'offre textile Monoprix répondant à des critères responsables
- Politique Nutrition/Santé initiée en 2005: suppression de 80% de substances controversées identifiées dans les produits à marque propre



- 100% des œufs
 commercialisés en magasin
 issus de poules élevées hors
 cage
- À l'origine de **l'étiquetage Bien-Être Animal** et déployé sur les produits de la filière poulet vendus dans les enseignes Casino, Monoprix et Franprix



SUPPRESSION / RÉDUCTION DES EMBALLAGES PLASTIQUES

- Signataire du Pacte
 Plastique avec notamment
 l'engagement d'atteindre
 100% des emballages
 recyclables ou réutilisables
 d'ici 2025
- Suppression et réduction du plastique sur plus de 1600 produits depuis 2019

UNE INFORMATION CONSOMMATEUR RENFORCÉE

Planet-score et Nutri-score sur les produits Franprix et Monoprix





UN GROUPE MOBILISÉ POUR LA TRANSITION CLIMATIQUE

RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE DU GROUPE

- Des objectifs de réduction SBT* à horizon 2025, portant sur ses scopes 1,
 2 et 3
- Baisse de 55% des émissions directes depuis 2015 pour atteindre 123 KTCO2e à fin 2023
- Baisse de 31% des
 émissions indirectes
 (scope 3) depuis 2018
 pour atteindre
 6,3 MTCO2e** à fin 2023

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS LIÉES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES

- Engagement des enseignes dans le programme **FRET21** porté par l'ADEME.
- Engagement de Franprix pour une flotte dédiée
 100% durable d'ici fin 2024 (véhicules électriques, biogaz, biocarburants)
- Livraison de plus de 300 magasins franciliens par voie fluviale (« Franprix en Seine »)

RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

- Certification ISO 50001
 de magasins, entrepôts
 et sièges sociaux
- Déploiement de la charte
 Eco Watt et des plans de sobriété énergétique dans l'ensemble des enseignes du Groupe

RÉDUCTION DE L'EMPREINTE DES PRODUITS VENDUS

- 100% des acheteurs formés aux enjeux climatiques
- Mobilisation du **Top 100 fournisseurs** pour la transition vers une offre moins carbonée
- Offre végétale avec les corners Veggie en magasin, une offre 100% Vegan chez Naturalia, le challenge « Veganuary » chez Monoprix...
- Offre de produits moins énergivores, plus réparables, reconditionnés, Made In France... sur le site de Cdiscount qui enregistre une quote part de chiffre d'affaires responsables de près de 20% au T1 2024



^{*} SCIENCE BASED TARGETS

^{**} EMISSIONS ESTIMÉES SUR LE NOUVEAU PÉRIMÈTRE GROUPE (FRANCE HORS ENSEIGNES HM ET SM CASINO)

UN GROUPE ENGAGÉ AUX CÔTÉS DE SES PARTIES PRENANTES

PARTENARIATS DE CONFIANCE AUPRÈS DES PRODUCTEURS

- Programme Tous cultiv'acteurs, déployé depuis 2016 chez Monoprix qui a rassemblé, en 2023, 24 filières et 730 producteurs
- Soutien au commerce équitable: plus de 20 ans de partenariat avec Max Havelaar chez Monoprix, et un total de 3000 producteurs accompagnés à fin 2023

IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN LIEN AVEC LES FOURNISSEURS

Plus de **580 audits d'usines,** fabriquant des marques propres, situées dans les pays à risque, réalisés en 2023.

> > • • • • • •

.

• • • • • •

• • • • • • •

LUTTE CONTRE
LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE
AVEC LES PARTENAIRES
HISTORIQUES

- Soutien de la Fédération Française des Banques Alimentaires depuis 2009
- 46,5 millions d'équivalent repas apportés aux réseaux des banques alimentaires en 2023
- 3 millions de paniers sauvés chez Monoprix et Naturalia depuis 2017



UN GROUPE ENGAGÉ AUPRÈS DES PLUS DÉMUNIS

DEUX FONDATIONS



La Fondation Casino

qui a célébré ses 10 ans d'éducation par le théâtre. En 2023 ce sont plus de 1000 « artistes à l'école » accompagnés et 12 projets théâtre financés



La Fondation Monoprix qui centre son action sur la rupture de la solitude face à la rue. 34 projets associatifs ont été soutenus pour lutter contre la solitude face à la rue et favoriser l'accès aux produits de première nécessité pour un montant de près de 300 000 euros







AU TRAVERS DE PARTENARIATS

Avec microDON depuis 2011 pour déployer l'arrondi en caisse dans les magasins Franprix, Monoprix et Naturalia. Depuis 2014 ce sont plus de 6 millions d'euros collectés au profit de nombreuses associations dont l'Institut Curie, Gustave Roussy, la Fondation des femmes



.

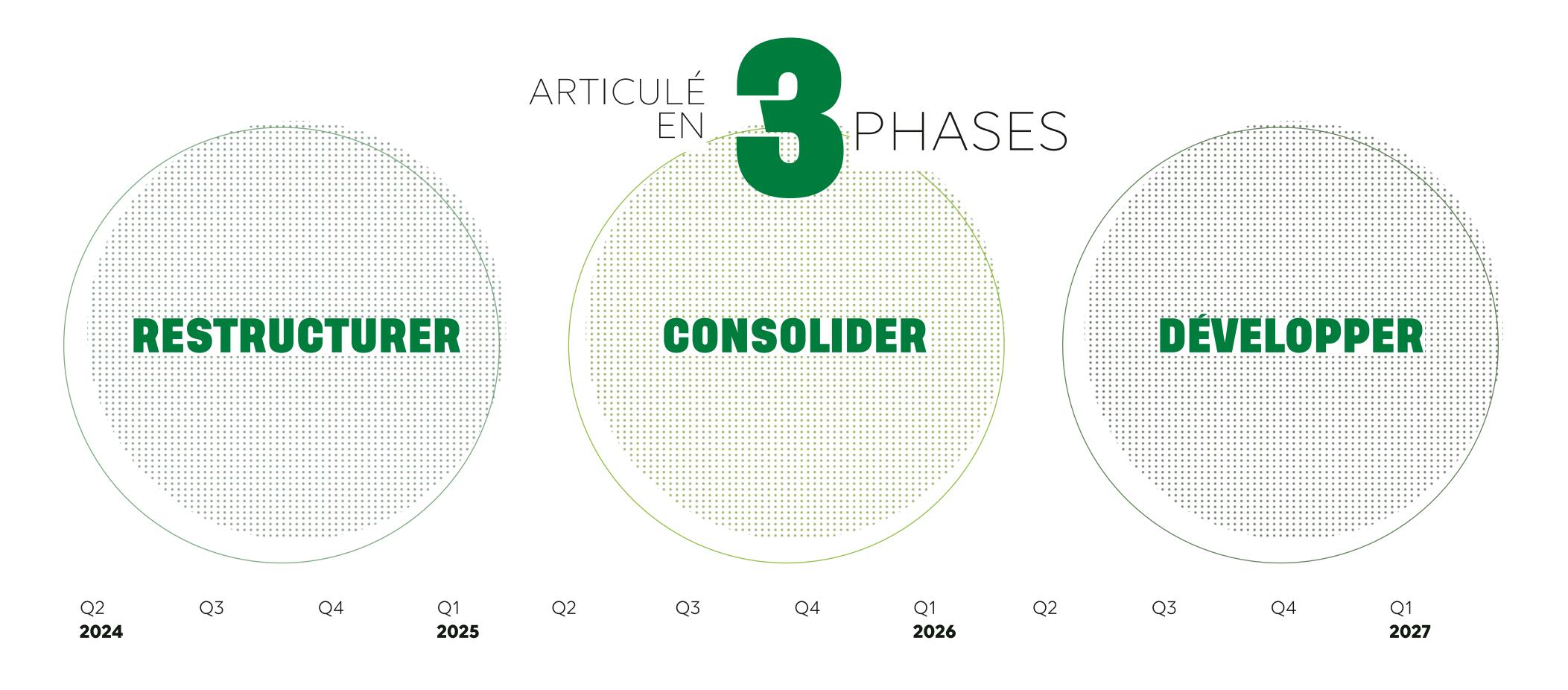
.

.

.



UN PROJET DE LONG TERME POUR LE NOUVEAU CASINO







• • • • • • • • • • • • • • • • • • •

,

• • • • • • • • • • • • • • • • • •

,

• • • • • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • •

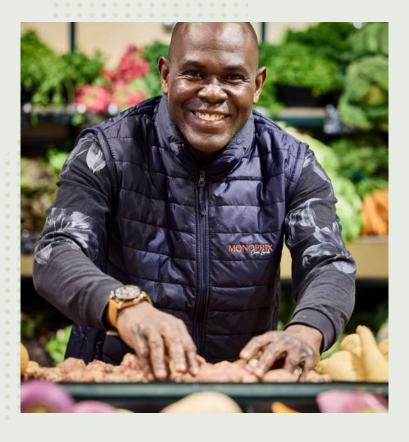
• • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • •

.













•••••

••••••

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

•••••

.

• • • • • • • • • • • • • •

•••••

.







• • • • • •

FINALISER TROIS CHANTIERS PRIORITAIRES

EN COURS DE DÉPLOIEMENT

CESSION DES HM/SM

ADAPTATION DU SCHEMA LOGISTIQUE

REORGANISATION DES SIEGES

- Mise en œuvre de la cession des HM/SM en France pour couper le principal foyer de pertes et sauver le Groupe
- Le groupe passe de 14,5 Mds€
 de chiffre d'affaires à 9,0 Mds€
 en 2023 post cessions HM/SM

Redimensionner au nouveau périmètre le réseau logistique de Casino France et préserver la continuité des livraisons des magasins de proximité Ajustement de la taille des fonctions supports de DCF, du Groupe et mutualisation de fonctions transverses en vue de synergies





• • • • • • • • • • • • • • • • • • •

,

• • • • • • • • • • • • • • • • • •

,

• • • • • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • •

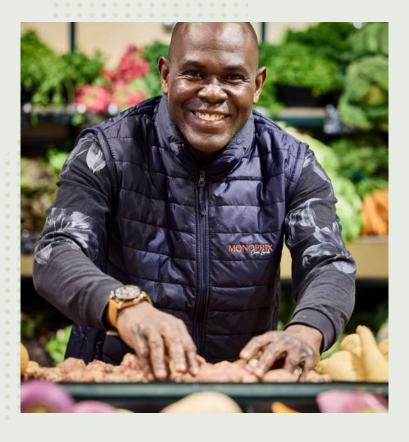
• • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • •

.













•••••

••••••

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

•••••

.

• • • • • • • • • • • • • •

•••••

.







• • • • • •

S'APPUYER SUR LES FORCES CLÉS DU GROUPE POUR SOUTENIR LA RELANCE

MARQUES PUISSANTES

MAILLAGE GÉOGRAPHIQUE

COLLABORATEURS ENGAGÉS

EXPERTISE DE LA FRANCHISE

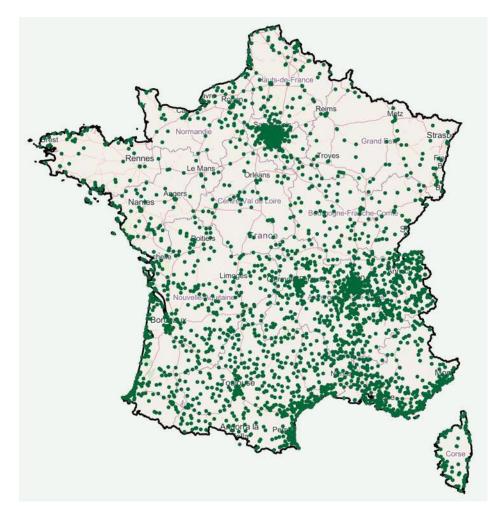


Vival MONOPRIX

NATURALIA Casimo shop

Cdiscount franprix •

















VISION DU GROUPE CASINO "LE MEILLEUR DE LA PROXIMITÉ"

Casino franprix *

Vival MONOPRIX



monop Cdiscount NATURALIA



CONCRÉTISER NOTRE VISION DU « MEILLEUR DE LA PROXIMITÉ »

CONSTATS & LEVIERS D'ACTIONS POUR CRÉER DE LA VALEUR

UN GROUPE RECENTRÉ SUR LA PROXIMITÉ ET LA FRANCHISE

Transformer
la culture et le modèle
commercial pour rendre
la proposition de valeur
aux franchisés plus
compétitive.

Développer une culture BtoB

UN MAILLAGE À RÉEQUILIBRER

Optimiser la
performance du parc
existant, relancer et
coordonner l'expansion
globale

DÉGRADATION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE L'EXPÉRIENCE CLIENT

Rénover & réhumaniser, investir durablement dans les prix des produits les plus sensibles et éliminer les prix assassins

UN FONCTIONNEMENT EN SILOS SOURCE DE DYSFONCTIONNEMENTS

Développer un socle commun, chasser en meute et trouver des économies récurrentes pour soutenir l'investissement



INCARNER UNE PROXIMITÉ RESPONSABLE...

...POUR ENGAGER UNE CROISSANCE DURABLE & RENTABLE

UNE OFFRE COHÉRENTE

AVEC LES ATTENTES
DES CONSOMMATEURS

UNE OFFRE RESPECTUEUSE DES PRODUCTEURS & DE L'ENVIRONNEMENT

DES SERVICES EN PHASE

AVEC LES NOUVEAUX BESOINS DES CLIENTS

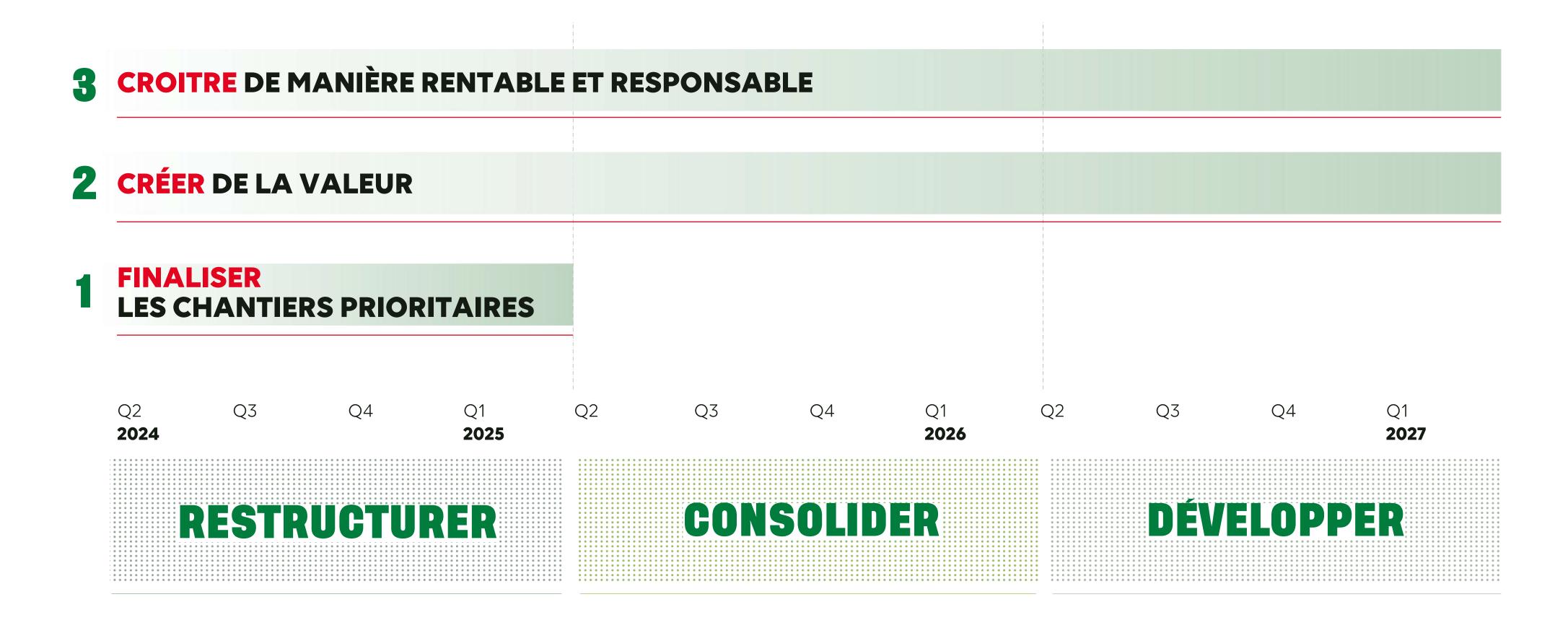








UNE FEUILLE DE ROUTE CLAIRE







COMPOSITION, ACTIVITÉS DU CONSEIL & DES COMITÉS EN 2023

JEAN-CHARLES NAOURI

Président-Directeur général

JOSSELINE DE CLAUSADE

(Carpinienne de Participations)

FRANCK HATTAB

(Foncière Euris)

VIRGINIE GRIN

(Finatis)

ODILE MURACCIOLE

(Euris)

HERVÉ DELANNOY

(Par-Bel 2)

FRÉDÉRIC SAINT-GEOURS





MEMBRES INDÉPENDANTS

NATHALIE ANDRIEUX

MAUD BAILLY

THIERRY BILLOT

Administrateur référent

BÉATRICE DUMURGIER

0 1

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

La composition, les travaux du Conseil, des Comités et de l'Administrateur référent en 2023 sont détaillés dans le document d'enregistrement universel 2023 (p 463 à p 483).

- Comité d'audit
- Comité gouvernance et RSE
- Comité des nominations et des rémunérations
- ★ Comité ad hoc

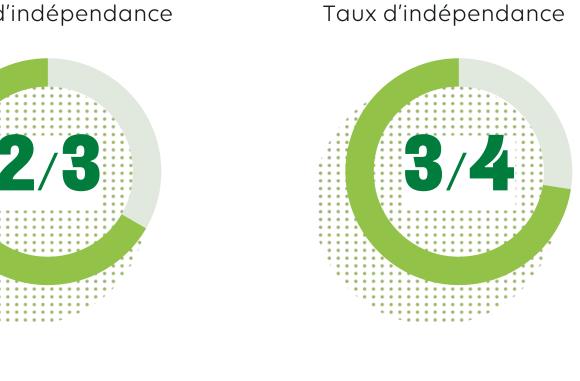


ACTIVITÉS DU CONSEIL & DES COMITÉS SPÉCIALISÉS EN 2023











COMITÉ



RÉUNIONS

COMITÉ

D'AUDIT

COMITÉ DES NOMINATIONS & DES RÉMUNÉRATIONS GOUVERNANCE & RSE

COMITÉ

GOUVERNANCE & RSE

RÉUNIONS

COMITÉ

RÉUNIONS

COMITÉ AD HOC

RÉUNIONS



COMPOSITION DU CONSEIL

DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE*



PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT Laurent **PIETRASZEWSKI**



DIRECTEUR GÉNÉRAL Philippe PALAZZI



INDÉPENDANTE Nathalie ANDRIEUX



ADMINISTRATRICE ADMINISTRATEUR **INDÉPENDANT** Pascal CLOUZARD



ADMINISTRATEUR Branislav MIŠKOVIČ



INDÉPENDANTE Athina ONASSIS



ADMINISTRATRICE ADMINISTRATRICE INDÉPENDANTE Elisabeth SANDAGER



Martin PLAVEC



Thomas PIQUEMAL



Thomas DOERANE

• Dissociation des fonctions

• Taux d'indépendance : **71,4 %**

• Féminisation : 43 %

• 1 administrateur représentant les salariés a été désigné



.

......

.....

.

........

^{*} SOUS RÉSERVE DU VOTE DES RÉSOLUTIONS 13 À 23

DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RÉSOLUTION 14

RATIFICATION D'UN ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT



Laurent **PIETRASZEWSKI**

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Digital/Technologie/Médias
- Juridique
- RSE
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉSOLUTION 13

RATIFICATION D'UN ADMINISTRATEUR



Philippe PALAZZI DIRECTEUR GENERAL

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Digital/Technologie/Médias
- Finance
- RSE
- Expérience Internationale
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RÉSOLUTION 18 & 20

RATIFICATION & RENOUVELLEMENT D'UNE ADMINISTRATRICE INDÉPENDANTE



Elisabeth **SANDAGER**

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Digital/Technologie/Médias
- Finance
- Juridique
- RSE
- Expérience internationale
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉSOLUTION 17

RATIFICATION D'UNE ADMINISTRATRICE INDÉPENDANTE



Athina ONASSIS

COMPÉTENCES

- Immobilier/Gestion d'actifs
- Expérience Internationale
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉSOLUTION 16

RATIFICATION D'UN ADMINISTRATEUR



Branislav **MIŠKOVIČ**

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Finance
- Digital/Technologie/Médias
- Expérience Internationale
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RÉSOLUTION 15

RATIFICATION D'UN ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT



Pascal **CLOUZARD**

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Digital/Technologie/Médias
- Finance
- RSE
- Expérience Internationale
- Experience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉSOLUTION 19

RENOUVELLEMENT D'UNE ADMINISTRATRICE INDÉPENDANTE



Nathalie **ANDRIEUX**

COMPÉTENCES

- Commerce/Distribution
- Digital/Technologie/Médias
- Finance
- RSE
- Expérience Internationale
- Expérience de DG



DEPUIS LE 27 MARS 2024 & À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSITIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉSOLUTION 21 À 23

RATIFICATIONS DE CENSEURS



Thomas **DOERANE**



Thomas **PIQUEMAL**



Martin **PLAVEC**

Expertise spécialisée en matière financière et de gestion d'entreprise



COMPOSITION DES COMITÉS

DEPUIS LE 27 MARS 2024

LE COMITÉ D'AUDIT

2/3 d'indépendants 1 réunion depuis 27/03 100 % Assiduité



- PASCAL CLOUZARD
- NATHALIE ANDRIEUX
- BRANISLAV MIŠKOVIČ
- MARTIN PLAVEC

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Examen des comptes, trésorerie et de l'endettement
- Risques et efficacité du contrôle interne; travaux de l'audit interne et externe
- Coordination en matière de RSE

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

2/3 d'indépendants 1 réunion depuis 27/03 100 % Assiduité



- ELISABETH SANDAGER
- NATHALIE ANDRIEUX
- BRANISLAV MIŠKOVIČ

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Composition du Conseil et des Comités, indépendance des membres
- Développement capital humain et succession
- Politiques de rémunération

LE COMITÉ GOUVERNANCE ET RSE

100 % d'indépendants 1 réunion depuis 27/03 100 % Assiduité



- NATHALIE ANDRIEUX
- ATHINA ONASSIS
- ELISABETH SANDAGER

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Application des règles de gouvernance et évaluation du Conseil, gestion des conflits d'intérêts
- Politiques en matière d'éthique et de RSE, suivi des résultats et des plans d'actions

LE COMITÉ STRATÉGIQUE

3 réunions depuis 27/03 100 % Assiduité



- PHILIPPE PALAZZI
- PASCAL CLOUZARD
- BRANISLAV MIŠKOVIČ
- THOMAS DOERANE
- THOMAS PIQUEMAL
- MARTIN PLAVEC

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Examen de la stratégie à moyen et long terme
- Suivi de l'environnement concurrentiel et des principaux enjeux





RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

EN 2023

RÉSOLUTION 8 (AU TITRE DE L'EXERCICE 2023 - EX POST)

	RÉMUNÉRATION FIXE	825 000 €	Inchangé par rapport à 2022.	
DURANT LE MANDAT	RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE	Sans objet	 La rémunération variable 2023 du PDG ressort à un montant brut de 109 313 €. Au regard de la restructuration en cours du Groupe et de ses impacts sociaux potentiels, le PDG a décidé de renoncer à percevoir cette somme. 	
	RÉMUNÉRATION LONG TERME	Sans objet	Au titre de la cessation de ses fonctions de PDG, perte des droits à la rémunération variable LT attribuée en 2023 dont le versement est également conditionné à la présence du dirigeant.	
DE DÉPART	INDEMNITÉ DE DÉPART & INDEMNITÉ DE NON-CONCURRENCE	Sans objet	Le PDG ne bénéficie d'aucune indemnité en cas de cessation de ses fonctions, ni d'indemnités relatives à une clause de non-concurrence.	
EN CAS	RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	Sans objet	Le PDG ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.	
15 000 € au titre de son mandat d'administrateur			itre de son mandat d'administrateur	



RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL JUSQU'AU 27 MARS 2024

RÉSOLUTION 10 (politique 2024 - *ex-ante*)

	RÉMUNÉRATION FIXE	825 000 € prorata temporis	Partie fixe d'un montant brut annuel inchangé de 825 000 € et versée <i>prorata temporis,</i> à l'exclusion de toute autre rémunération.	
DURANT LE MANDAT	RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE	Sans objet	Aucune rémunération variable annuelle attribuée au PDG au titre de l'exercice 2024.	
מ	RÉMUNÉRATIONS LONG TERME	Sans objet	Au titre de la cessation de ses fonctions de PDG, perte des droits à l'attribution des rémunérations variables antérieures soumises à conditions de performance et de présence	
DE DÉPART	INDEMNITÉ DE DÉPART & INDEMNITÉ DE NON-CONCURRENCE	Sans objet	Au titre de la cessation de ses fonctions de PDG, le PDG ne percevra aucune indemnité de départ ni de non-concurrence.	
EN CAS	RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	Sans objet	Le PDG ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.	
	15	000€ prorata tem	poris au titre de son mandat d'administrateur	



RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL A PARTIR DU 27 MARS 2024

RÉSOLUTION 24 (politique 2024 - ex-ante)

DURANT LE MANDAT	RÉMUNÉRATION FIXE	 Rémunération fixe annuelle brute de 825 000 € fixée au regard des missions confiées et de la situation particulière de la Société. Versée au prorata temporis, soit 618 750 € au titre de 2024. 		
	RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE	 Intégralement soumise à la réalisation d'objectifs exigeants fixés par le Conseil d'administration sur proposition du CNR (75 % d'objectifs opérationnels, 10 % d'objectifs de performance individuelle et 15 % d'objectifs quantitatifs liés à la RSE) Entre 0 % et 121 % de la rémunération fixe (cible à 100 %) Plafond à 100 % de la rémunération fixe au titre de l'exercice 2024 		
	RÉMUNÉRATION LONG TERME	 Attribution de 65 075 922 actions (avant regroupement) sous conditions de performance et de présence du DG 25 % sur la base du prix moyen du cours de l'action par rapport au prix de souscription de l'augmentation de capital 75 % sur la base de cibles de performances financières en ligne avec le plan de création de valeur (la composante clé étant le flux de trésorerie opérationnelle disponible) Cumul période de performance et/ou durée de conservation des actions = 3 ans 		
		Aucune rémunération au titre du mandat d'administrateur		



RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL A PARTIR DU 27 MARS 2024

RÉSOLUTION 24 (politique 2024 - ex-ante)

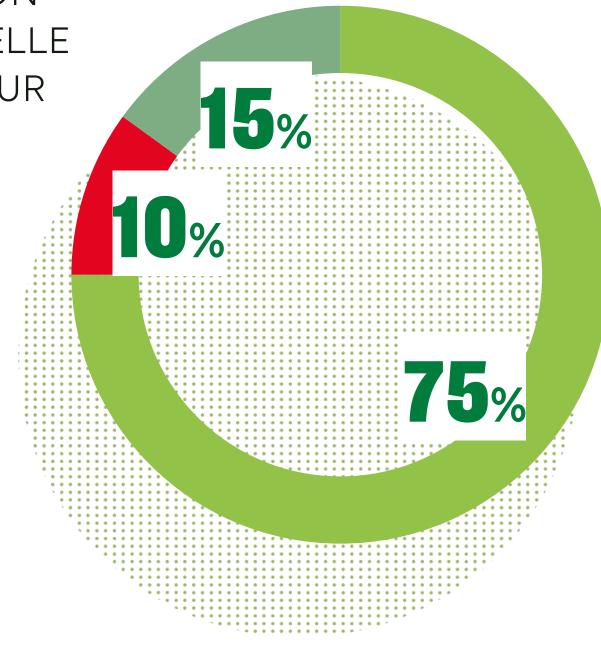
EN CAS DE DÉPART	INDEMNITÉ DE DÉPART & INDEMNITÉ DE NON-CONCURRENCE	 En cas de départ contraint (hors cas de faute grave ou lourde ou de possibilité pour le DG de faire valoir ses droits à la retraite), le DG percevra: Dans les 12 mois suivant la prise de fonction: 100 % de la rémunération fixe + rémunération variable 2024 prorata temporis en fonction des objectifs atteints À compter du 13ème mois – 100 % de la rémunération fixe et variable moyenne perçue au cours des 2 précédents exercices – plafond incluant l'indemnité de non-concurrence, le cas échéant. Indemnité de non-concurrence de 12 mois ouvrant droit à une indemnité d'un montant brut égal à 12 mois de rémunération fixe et variable (Moyenne perçue 2 exercices précédents), aucune indemnité en cas de départ après 65 ans ou s'il fait valoir ses droits à la retraite et faculté par le Conseil d'administration de lever l'obligation.
	RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	• Sans objet – le DG est affilié aux régimes de retraite complémentaire, dans les conditions fixées dans le Code de la sécurité sociale



RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

AU TITRE DE 2024

FOCUS SUR LA RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE 2024 DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	75 %
Préparation et mise en œuvre des premières étapes de la réorganisation des filiales concernées de la Société	25%
Réalisation des 3 vagues de vente d'HM/SM	25%
Préparation et mise en place du plan stratégique 2025	25%
OBJECTIFS DE PERFORMANCE INDIVIDUELLE	10%
Stabilisation du Comité exécutif, stabilisation des résultats financiers, communication globale et coopération avec le Conseil d'administration, ses comités et le Comité exécutif.	
OBJECTIFS QUANTITATIFS LIÉS À LA RSE	15 %
Pourcentage de femmes cadres au sein du périmètre France	5%
Tonnes de dioxyde de carbone (CO2) émises par le Groupe en France en 2024	5%
Consommation électrique par m2 dans l'ensemble des enseignes en France	5%



RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A PARTIR DU 27 MARS 2024

RÉSOLUTION 25 (politique 2024 - ex-ante)

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Rémunération fixe annuelle brute de 200 000 € fixée au regard des missions confiées et de la situation particulière de la Société à la suite de la restructuration.
- Versée *prorata temporis* soit 150 000 € au titre de 2024.
- Intégrée dans l'enveloppe de rémunération maximum de 650 000 € pouvant être allouée au titre d'une année aux membres du Conseil.
- Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef aucune autre forme de rémunération (y compris rémunération variable, indemnité de départ ou retraite supplémentaire) n'est prévue pour le Président du Conseil d'administration.



RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX NON EXÉCUTIFS

RÉSOLUTION 9 (amendement de la politique 2023), RÉSOLUTION 11 et 26 (politique 2024)

- Maintien de l'enveloppe globale annuelle à 650 000 € (2023 et 2024)
- o Montant versé en janvier 2024 au titre de 2023 : 571 260 €
- Montant revenant aux membres du Comité ad hoc au titre de 2023 : 78 725 € sous réserve du vote de la résolution 9
- Reconduction des règles de répartition en 2024 (versement prorata temporis)

ADMINISTRATEUR	30 000 € composé d'une part fixe de 8 500 € et d'une part variable à 21 500 € en fonction de l'assiduité	
ADMINISTRATEUR RÉFÉRENT (jusqu'au 27 mars 2024)	15 000€	
PRÉSIDENCE D'UN COMITÉ	10 000 € 1 500 € par réunion dans la limite de 16 500 € majoré d'un montant brut de 2 500 € pour le Président	
MEMBRE DU COMITÉ AD HOC (21 avril 2023 – T1 2024)		
MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT	20 000 € (part fixe: 6 500 € part variable : 13 500 €) avec un montant complémentaire maximum de 10 000 € par an (2 000 € par séance au-dessus de 6 réunions)	
MEMBRE DU CNR, CGRSE OU COMITÉ STRATÉGIQUE (CS)	16 000 € / Comité (part fixe : 6 500 € part variable : 9 500 €) avec un montant complémentaire maximum de 6 000 € par an / Comité (2 000 € par séance au-dessus de 4 réunions pour le CNR et CGRSE et 12 réunions pour le CS)	





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

.



Approbation des comptes sociaux et consolidés 2023

AFFECTATION DU RÉSULTAT

• Perte de l'exercice 2023

10 021 490 911,50 €

• Report à nouveau

3 449 712 545,78 €

AFFECTATION AU COMPTE

Report à nouveau (=)

- 6 571 778 365,72 €





7 e RÉSOLUTION

Approbation de conventions réglementées, conformément aux dispositions de l'article L.225-38 du Code du Commerce

- Pacte d'actionnaire avec GPA relatif à Éxito
- Pré-accord avec Grupo Calleja en vue de la cession de la participation dans Éxito
- Contrat d'acquisition & contrat de nantissement avec GPA concernant la participation dans Cnova

Approbation des informations mentionnées à l'article L.22-10-9 I du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée **au titre de 2023**

8 RÉSOLUTION

Approbation de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés **au cours de 2023** ou attribués au titre du même exercice à M. Jean-Charles Naouri, en sa qualité de Président-Directeur général



 $oldsymbol{9}$ résolution $oldsymbol{10}$ résolution $oldsymbol{11}$ résolution

Approbation d'un amendement à la politique de rémunération 2023 des administrateurs non dirigeants

Approbation de la politique de rémunération de M. Jean-Charles Naouri au titre de 2024 en sa qualité de Président-Directeur général

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs non dirigeants **au titre de 2024** jusqu'à la date de réalisation de la restructuration financière

Ratification de la nomination d'un administrateur intervenue en 2023



13° 25° RÉSOLUTIONS

Ratification des nominations des nouveaux administrateurs et censeurs intervenues à la date de réalisation de la restructuration financière le 27 mars 2024 :

- M. Laurent PIETRASZEWSKI
- M. Philippe PALAZZI
- M. Pascal CLOUZARD
- M. Branislav MIŠKOVIČ
- Mme Athina ONASSIS

- M^{me} Elisabeth SANDAGER
- M. Thomas DOERANE (Censeur)
- M. Thomas PIQUEMAL (Censeur)
- M. Martin PLAVEC (Censeur)

Renouvellement du mandat de deux administratrices :

- Mme Nathalie Andrieux
- Mme Elisabeth Sandager



24° résolution 25° résolution 26° résolution 27° résolution

Approbation de la politique de rémunération du Directeur général **au titre de 2024**

Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de 2024

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs **au titre de 2024** à compter de la date de réalisation de la restructuration financière

Rémunération allouée aux censeurs



200 RÉSOLUTION

Nomination du cabinet KPMG SA aux fins de la certification des informations en matière de durabilité

• Durée : jusqu'à l'Assemblée 2028 appelée à statuer sur les comptes 2027



Autorisation d'achat par la Société de ses propres actions

- 10% du capital social à la date d'utilisation de la résolution
- Prix d'achat maximum : 8€ par action
- Durée: 18 mois
- Utilisation en période d'OPA : Non (sauf pour satisfaire des engagements de livraison de titres (attributions gratuites d'actions notamment) engagés et annoncés avant le lancement de l'offre



30° 38° RÉSOLUTIONS

Renouvellement des autorisations financières pour une durée de 26 mois (non utilisables en période d'OPA)

Plafonnement global des montants autorisés par la 38e résolution

R	Objet	Modalités	Montant maximal
30	Augmentation de capital	avec DPS	50 % du Capital Social Post-Réduction*
31	Augmentation de capital par voie d'offre au public	sans DPS	10 % du Capital Social Post-Réduction*
32	Augmentation de capital par voie de placement privé	sans DPS	10 % du Capital Social Post-Réduction*
33	Prix d'émission dérogatoire <i>(augmentations de capital sans DPS – R31 et R32)</i> : cours moyen pondéré des 10 dernières séances avec décote possible maximum de 10%		(Cf. ci-dessus)
34	Faculté d'augmenter la taille de l'émission initiale <i>(augmentations de capital avec et sans DPS – R30, 31, 32 et 33)</i>		15 % émission initiale (Cf. ci-dessus)*





30° 38° RÉSOLUTIONS

Renouvellement des autorisations financières pour une durée de 26 mois (non utilisables en période d'OPA)

Plafonnement global des montants autorisés par la 38e résolution

R	Objet	Modalités	Montant maximal
35	Augmentation de capital par incorporation de réserves	-	50 % du Capital Social Post-Réduction
36	Augmentation de capital en cas d'OPE initiée par la Société	sans DPS	10 % du Capital Social Post-Réduction*
37	Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres à la Société	sans DPS	10 % du Capital Social Post-Réduction*
38	Limitation alobalo dos autorisations financiòres (DZO à DZZ)	avec/sans DPS	50 % du Capital Social Post-Réduction*
30	Limitation globale des autorisations financières (R30 à R37)	dont/sans DPS	50 % du Capital Social Post-Réduction*







Renouvellement de l'autorisation d'augmenter le capital au profit d'adhérents à un PEE

- Sans DPS
- Durée : 26 mois
- Montant maximal : **2**% du Capital Social Post-Réduction



Renouvellement de l'autorisation d'attribuer gratuitement des actions Casino au profit des membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées

- Sans DPS
- Plafond : **1%** du Capital Social Post-Réduction (hors ajustements) dont **0,5%** pour les Dirigeants mandataires sociaux de la Société (actions de performance)
- Durée: 38 mois





Renouvellement de l'autorisation de réduire le Capital Social par annulation d'actions détenues en propre

- Plafond : **10**% du Capital Social existant à la date de l'annulation
- Durée : 26 mois



Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités





RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SOMMAIRE

LISTE DES RAPPORTS

RAPPORT
SUR LES COMPTES
ANNUELS

RAPPORT
SUR LES COMPTES
CONSOLIDÉS

RAPPORT SPÉCIAL
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS
RÉGLEMENTÉES

RAPPORTS
SPÉCIAUX AU TITRE
DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE (AGE)



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL: PAGES 199 – 203

Certification des comptes sans réserve, ni observation

 « Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice. »

Points clés de l'audit

- Evaluation des titres de participation
- Evaluation de la continuité d'exploitation

Aucune observation sur le rapport de gestion, les autres documents sur la situation financière et le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Format de présentation des comptes annuels

 « Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. »



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL: PAGES 79 – 85

Certification des comptes sans réserve, ni observation

• « Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. »

Points clés de l'audit

- Test de dépréciation des goodwill
- Continuité de l'exploitation
- Evaluation et présentation de l'Activité Abandonnée Hypermarchés et Supermarchés de Casino en France
- Evaluation des avantages commerciaux à percevoir des fournisseurs en fin d'exercice

Aucune observation sur le rapport de gestion du Groupe

Format de présentation des comptes consolidés (y compris le balisage de ces comptes)

 « Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. »



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL : PAGES 240 – 242

Sont présentées dans notre rapport spécial les conventions suivantes :

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

- Pacte d'actionnaires entre les sociétés Casino Guichard-Perrachon et Companhia Brasileira de Distribuçao
- Pré-accord relatif à la cession de la participation du groupe Casino dans la société Almacenes Exito S.A.
- Contrat relatif à l'acquisition par la société Casino, Guichard Perrachon des actions Cnova détenues indirectement par la société Companhia Brasileira de Distribução et contrat de nantissement

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Absence de convention approuvée au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D'ACTIONS ET DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES AVEC MAINTIEN ET/OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 36^e, 37^e et 38^e résolutions

Délégation au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour une durée de 26 mois, de la compétence pour décider de l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières, de fixer les conditions définitives de ces émissions et, le cas échéant, avec suppression du droit préférentiel de souscription

- Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra, selon la 38ème résolution, excéder 50% du Capital Social Post Réduction au titre des 30° à 37° résolutions, étant précisé que certaines de ces résolutions sont assorties de plafonds individuels
- Pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre au titre des 31°, 32° et 33° résolutions et pas d'avis sur celles au titre des 30°, 36° et 37° résolutions, dont les modalités de détermination du prix d'émission ne sont pas précisées
- Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription faite dans les 31^e et 32^e résolutions
- Rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'ÉMISSION DE TITRES DE CAPITAL ET/OU DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES
DE LA SOCIÉTÉ, RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE
39e résolution

Délégation au conseil d'administration pour une durée de 26 mois de la compétence de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de la Société et des sociétés qui lui sont liées

- Le nombre total d'actions pouvant être émises ne pourra être supérieur à 2 % du nombre total des actions représentant le Capital Social Post Réduction
- Pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre
- Les conditions définitives de cette émission n'étant pas fixées, pas d'avis sur celles-ci et sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription
- Rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES EXISTANTES OU À ÉMETTRE AU PROFIT DES SALARIÉS

40^e résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, d'attribuer des actions gratuites, existantes ou à émettre, au profit des dirigeants mandataires sociaux et du personnel salarié de votre société et des sociétés ou des groupements d'intérêt économique liés à la Société

- Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées ne pourra représenter plus de 1 % du nombre total des actions représentant le Capital Social Post Réduction
- Pas d'observation sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL

41^e résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, avec faculté de subdélégation, pour annuler, dans la limite de 10% de son capital par périodes de 24 mois, les actions acquises au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions

 Pas d'observation sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée





SÉANCE DE QUESTIONS-RÉPONSES

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

.

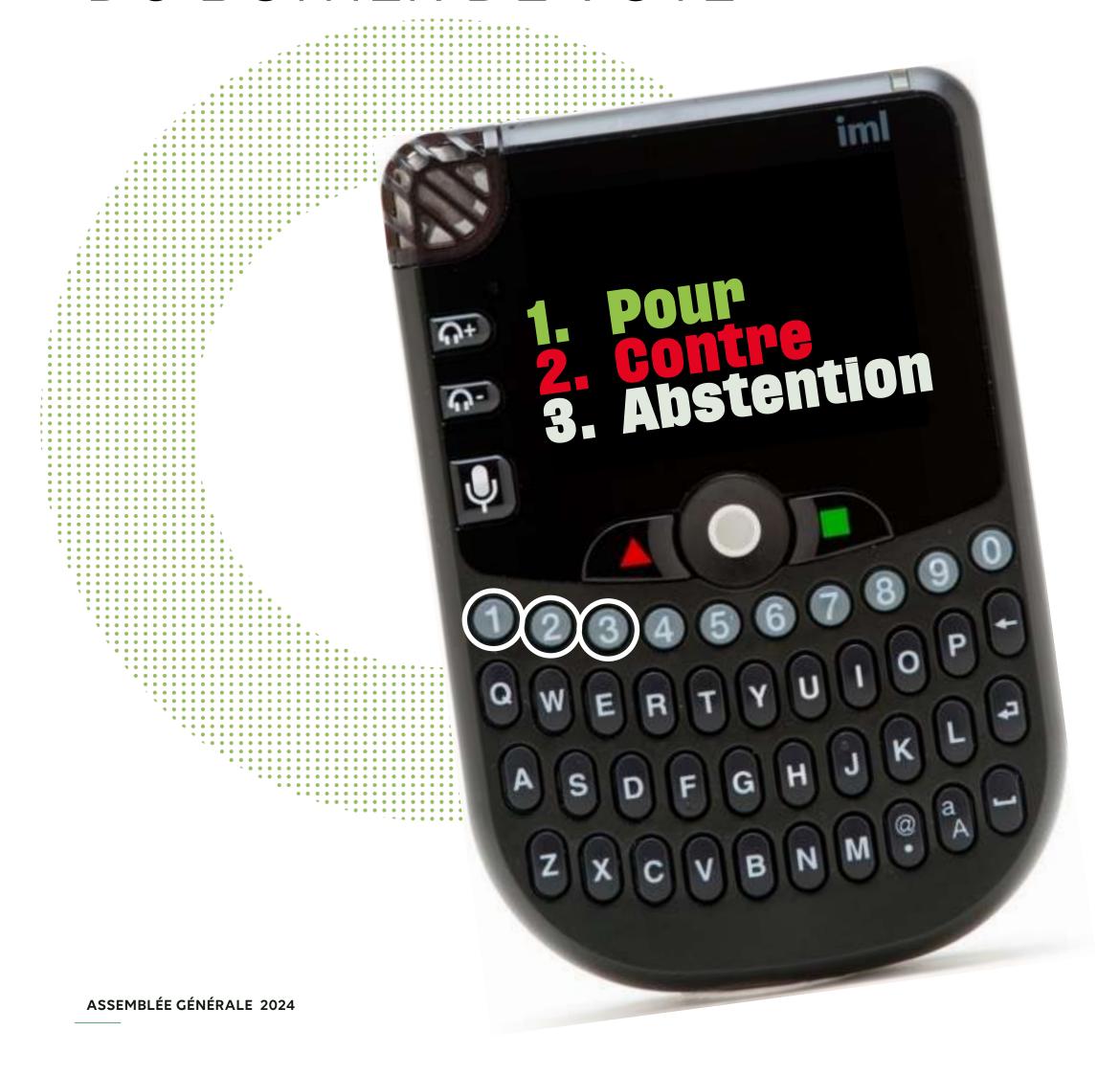
.

• • • • • • • • • • • • • • • • • • •





FONCTIONNEMENT DU BOÎTIER DE VOTE



INSEREZ VOTRE CARTE

Le boîtier ne peut fonctionner que si votre carte à puce est correctement insérée

2 VOTEZ

Lorsque le vote est ouvert, appuyez simplement sur la touche correspondant à votre choix*

*Si vous avez besoin de corriger votre choix, appuyez sur une nouvelle touche.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

2 RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Affectation du résultat de l'exercice



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Approbation d'une convention réglementée, conformément aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Approbation d'une convention réglementée, conformément aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Approbation de conventions réglementées, conformément aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

7 e RÉSOLUTION

Approbation des informations mentionnées à l'article L.22-10-9 l du Code du commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2023



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

BeréSOLUTION

Approbation de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2023 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean-Charles Naouri à raison de ses mandats de Président-Directeur général



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Amendement à la politique de rémunération des administrateurs non dirigeants au titre de l'exercice 2023



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

10 e RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération de M. Jean-Charles Naouri au titre de l'exercice 2024 à raison de ses mandats de Président-Directeur général



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Approbation de la politique de rémunération des administrateurs non dirigeants au titre de l'exercice 2024 à raison de leur mandat jusqu'à la date de réalisation de la restructuration financière



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

12e RÉSOLUTION

Ratification de la nomination à titre provisoire de la société Par-Bel 2 en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Philippe Palazzi en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Laurent Pietraszewski en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Pascal Clouzard en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Branislav Miškovič en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

170 RÉSOLUTION

Ratification de la nomination à titre provisoire de M^{me} Athina Onassis en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

18 RÉSOLUTION

Ratification de la nomination à titre provisoire de M^{me} Elisabeth Sandager en qualité d'administrateur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

19 RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'administrateur de M^{me} Nathalie Andrieux



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

20e RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'administrateur de M^{me} Elisabeth Sandager



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Thomas Doerane en qualité de censeur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

22 RÉSOLUTION

Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Thomas Piquemal en qualité de censeur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

23 RÉSOLUTION

Ratification de la nomination à titre provisoire de M. Martin Plavec en qualité de censeur



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

24e RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération du Directeur général au titre de l'exercice 2024 à raison de son mandat



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

25 RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2024 à raison de ses mandats



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

26 RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2024 à raison de leur mandat à compter de la réalisation de la restructuration financière



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

27e RÉSOLUTION

Rémunération allouée aux censeurs



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

20e RÉSOLUTION

Nomination de KPMG S.A en qualité de Commissaire aux comptes chargé de la mission de certification des informations en matière de durabilité



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

29 RÉSOLUTION

Autorisation d'achat par la Société de ses propres actions



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

30 e RÉSOLUTION

Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE



Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

32 RÉSOLUTION

Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, par voie d'offre visée au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

33 RÉSOLUTION

Autorisation conférée au Conseil d'administration, en cas d'émissions sans droit préférentiel de souscription par offre au public ou par voie d'offre visée au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

34-RÉSOLUTION

Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital réalisée avec ou sans droit préférentiel de souscription



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE



Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE



Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

87° RÉSOLUTION

Délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration, dans la limite de 10 % du capital de la Société, à l'effet d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE



Limitation globale des autorisations financières conférées au Conseil d'administration



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

39 RÉSOLUTION

Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital, ou de céder des actions autodétenues, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en faveur d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

40 RÉSOLUTION

Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre de la Société au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées ; renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE



Autorisation conférée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation d'actions détenues en propre



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

42 RÉSOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités



FERMETURE DE SÉANCE

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

• • • • • • • • • • • • • • •

.

••••••

•••••

.

•••••

••••••

LAURENT PIETRASZEWSKI

Président du Conseil d'administration

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • •

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

• • • • • • • • • • • • • • •

,

.

, **.**

• • • • • • • • • • • • • • • •

.

•••••

.



• • •

.

.

.

.

.

•••••

• • • • • • • •

••••••

••••

_

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

Casimo

.

V • • • • •

• • • • •

• • • • • •

. /

.

0 0 0 ~

DISCLAIMER

Cette présentation contient des informations et déclarations prospectives sur Casino. Les informations prospectives ne sont pas des faits historiques. Ces déclarations contiennent des projections financières et des estimations, ainsi que les hypothèses sous-jacentes, des déclarations concernant les plans, les objectifs et les attentes à l'égard de futures opérations, produits et services, et des déclarations concernant les performances futures. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par les mots « s'attendre à », « anticiper », « croit », « a l'intention », « estime » et autres expressions similaires. Bien que la direction de Casino pense que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, les investisseurs et les détenteurs de titres Casino sont avertis que ces énoncés et déclarations prospectives sont assujettis à divers risques et incertitudes, dont bon nombre sont difficiles à prévoir et généralement en dehors du contrôle de Casino, qui pourraient entraîner des résultats et développements réels sensiblement différents de ceux exprimés, suggérés ou projetés dans les informations prospectives et déclarations. Ces risques et incertitudes comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics de Casino déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »), y compris ceux énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque et assurances » dans le Document de Référence déposé par la société Casino le 12 mai 2024. Sauf tel que requis par la loi applicable, Casino ne s'engage aucunement à mettre à jour toute information prospective ou des énoncés.

Cette présentation a été préparée uniquement à titre informatif et ne doit pas être interprétée comme une sollicitation ou une offre d'achat ou de vente de valeurs mobilières ou instruments financiers connexes. De même, elle ne donne pas et ne doit pas être traitée comme un conseil d'investissement. Elle n'a aucun égard aux objectifs de placement, la situation financière ou des besoins particuliers de tout récepteur. Aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est fournie par rapport à l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité des informations contenues dans ce document. Il ne devrait pas être considéré par les bénéficiaires comme un substitut à l'exercice de leur propre jugement. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont sujettes à changement sans préavis.

Cette présentation et son contenu sont des renseignements exclusifs et ne peuvent être reproduits ou diffusés en tout ou en partie sans le consentement préalable écrit du groupe Casino.

